

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 10

Déposée par Madame ou Monsieur : Mme PALACIO

Qualité : - Membre - Suppléant

Article 10: Catégories de compétences

1. Lorsque la Constitution attribue à l'Union une compétence exclusive dans un domaine déterminé, celle-ci seule peut légiférer et adopter des actes juridiquement obligatoires, les Etats membres ne pouvant le faire eux-mêmes que par habilitation de l'Union.

L'instrument d'habilitation délimite explicitement les objectifs, le contenu et la portée de l'habilitation et fixe les modalités de contrôle par les Institutions de l'Union.

2. Lorsque la Constitution attribue à l'Union une compétence partagée avec les Etats membres dans un domaine déterminé, l'Union et les Etats membres ont le pouvoir de légiférer et d'adopter des actes juridiquement obligatoires dans ce domaine. Les Etats membres exercent ~~leur~~ des compétences s seulement et dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne.

- ~~3. [L'Union dispose d'une compétence pour coordonner les politiques économiques des Etats membres].~~ L'Union est compétente pour veiller à la coordination des politiques économiques des Etats membres.

4. L'Union dispose d'une compétence pour la définition et la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune.
5. Dans certains domaines et dans les conditions prévues par la Constitution, l'Union a la compétence pour mener des actions pour coordonner, compléter ou appuyer l'action des Etats membres sans pour autant remplacer leur compétence dans ces domaines.
6. L'Union exerce ses compétences pour mettre en œuvre les politiques définies dans la Partie II de la Constitution conformément aux dispositions spécifiques à chaque domaine prévues dans celle-ci.

Explication :

Il faut fixer les règles minimales pour que l'Union puisse habiliter les États membres à adopter des actes juridiques dans un domaine de compétence exclusive de l'Union.

La rédaction de la deuxième phrase du paragraphe 2 est un peu confuse. L'amendement essaye de la clarifier.

Pour le paragraphe relatif aux politiques économiques voir l'article 13.